

États-Unis : « Genocide Joe » face aux risques politiques de son soutien à Israël

mediapart.fr/journal/international/220124/etats-unis-genocide-joe-face-aux-risques-politiques-de-son-soutien-israel

CrâneCrâne chauve, mâchoire carrée : Josh Paul a la dégaine des responsables du FBI ou du Pentagone dans les films américains. Pendant onze ans, il fut un des directeurs du bureau des affaires politiques et militaires du département d'État. Autrement dit, « *un des responsables* » des livraisons d'armes américaines à de nombreux pays étrangers alliés, de l'Ukraine à l'Arabie saoudite.

Le 18 octobre 2023, onze jours après les attaques du Hamas en Israël, Josh Paul a rendu son tablier. Sa lettre de démission a fait le tour du monde. « *En onze ans, écrit-il, j'ai fait tant de compromis moraux que je ne peux me souvenir de tous. Je pars aujourd'hui parce que je suis arrivé au bout, alors que nous continuons de livrer – désormais davantage, et plus vite – des armes létales à Israël.* »

Lorsque Josh Paul fait ses cartons, Joe Biden a déjà annoncé un soutien « solide comme la pierre » à l'État hébreu dans sa riposte militaire face au Hamas, en phase avec des décennies d'un soutien politique et militaire sans faille, toutes administrations confondues.



Joe Biden monte à bord d'Air Force One à Pueblo, Colorado, le 29 novembre 2023. © Photo Erin Schaff / The New York Times via REA

« Nous avons vu les précédents de 2009, 2014 et 2021 : nous savions quelle serait la réponse d'Israël face à l'ampleur des horreurs du Hamas, raconte Josh Paul à Mediapart. Deux jours après les attaques, j'ai écrit à des collègues. J'ai dit qu'il y aurait beaucoup de victimes civiles, qu'il serait pertinent de réfléchir à notre aide militaire. Je n'ai pas eu de réponse formelle. Tout ce qu'on me demandait, c'était de livrer le plus vite possible ce que demandait Israël. Il n'y avait pas d'espace pour le débat au sein de l'administration, ni du Congrès. Pour alerter le public, je devais démissionner. »

Dans son courrier, Josh Paul dénonce le « soutien aveugle » des États-Unis à Israël, « une réaction impulsive, fondée sur des biais de confirmation, des raisons politiques pratiques, un naufrage intellectuel et l'inertie bureaucratique ».

Il l'affirme : « Les États-Unis ont des moyens de pression : s'ils arrêtaient de livrer des armes, interdisaient l'utilisation de leur arsenal militaire, suspendaient des licences, Israël devrait commencer à faire des choix. Mais toutes les décisions prises vont dans le sens contraire. »

Protestations multiples

Quatre mois plus tard, l'ancien directeur du département d'État constate l'ampleur de la contestation. « Je ne me rappelle pas d'une époque où sur un sujet de politique étrangère, il y a eu autant de critiques au sein de l'administration. »

Dès novembre, des dizaines de ses anciens collègues ont adressé des mémos de protestation au secrétaire d'État Antony Blinken, par le biais de canaux utilisés dans le passé par les diplomates opposés à la guerre au Vietnam. Un millier de collaborateurs et collaboratrices de l'USAid, l'agence américaine chargée du développement et de l'aide internationale, ainsi que plusieurs centaines de collaborateurs politiques au sein de l'administration, ont réclamé un cessez-le-feu immédiat.

Plus de 500 ancien·nes de la campagne de Joe Biden ont exigé un « cessez-le-feu immédiat » et la fin du « soutien militaire inconditionnel à Israël ». « Durant les trois derniers mois, notre gouvernement a contribué à la violence indiscriminée contre les Palestiniens de Gaza », a dénoncé Tariq Habash, un responsable du département de l'Éducation nommé par Joe Biden, qui a annoncé sa démission tonitruante début janvier.

Josh Paul discute avec des fonctionnaires toujours en place, qui lui font part de leurs tergiversations, mais craignent de les rendre publiques. « Il y a une peur réelle de s'exprimer. Une campagne très efficace pour dépeindre la critique d'Israël comme de l'antisémitisme. Et tout un mouvement de censure contre ceux qui expriment leurs inquiétudes. »

« Genocide Joe »

Alors que le revenant Donald Trump apparaît comme le favori des primaires républicaines, Joe Biden fait face au péril d'une contestation inédite d'une partie de sa base électorale, notamment les jeunes et les plus à gauche.

Depuis des mois, des contestations géantes, notamment menées par le mouvement Jewish Voice for Peace, réclament en vain un cessez-le-feu à Gaza. Dans ces manifestations, qui regroupent nombre d'électeurs et d'électrices ayant fait la différence dans les urnes en 2020 face à Donald Trump, Biden a gagné un surnom peu enviable, « Genocide Joe » : « *Joe le génocidaire.* »

Le 8 janvier, des militants ont perturbé un de ses déplacements en Caroline du Sud. Dans cet État marqué par l'histoire de l'esclavage, où il est très populaire, Biden était venu dénoncer le racisme et la violence politique de Donald Trump. « *Cessez-le-feu !* », ont scandé des manifestant-es dans l'église où il s'exprimait. « *Je comprends leur passion et travaille en silence avec le gouvernement israélien [...]. Je fais tout ce que je peux* », a répondu le président.

Cette phrase sonne comme un constat d'impuissance. Depuis le 7 octobre, Joe Biden a fait le choix du soutien inconditionnel à Israël, en prétendant pouvoir obtenir de « *Bibi* », « son ami de plus de 30 ans », la fin des frappes et le soutien d'une solution à deux États.

Depuis le 7 octobre, Joe Biden a mis en garde Israël contre un cycle militaire de la vengeance, en se référant aux « erreurs » américaines après le 11-Septembre. Il a dénoncé le nombre de victimes civiles, les « bombardements indiscriminés » à Gaza et le risque d'une guerre régionale.

| C'est Israël qui dirige Biden. Pas le contraire.

Sarah Schulman, professeure à l'université de New York

En même temps, il a pourtant autorisé Israël à piocher à volonté dans les stocks d'armes états-uniens, sans que le Congrès ne puisse se prononcer sur les livraisons d'armes, comme c'est pourtant l'usage. Au grand dam du sénateur socialiste Bernie Sanders, qui a, en vain, proposé au Congrès de se pencher sur les violations des droits de l'homme commises avec des équipements états-uniens.

Comme à leur habitude, les États-Unis ont aussi mis leur veto à presque toutes les résolutions proposées au Conseil de sécurité de l'Onu, démontrant à la fois leur entêtement et leur isolement.

Pourtant, cette stratégie de Biden qui consiste à ne jamais demander de comptes à Israël en public, tout en pariant sur des coups de pression en coulisses, est un échec patent. Au point que Benyamin Nétanyahou peut désormais se permettre de l'humilier publiquement : jeudi

18 janvier, il a déclaré qu'il était opposé à toute souveraineté palestinienne « à l'ouest du Jourdain », autrement dit sur Gaza et la Cisjordanie. Juste après avoir laissé entendre le contraire au président états-unien au cours d'une conversation téléphonique, leur premier échange depuis un mois...



Des militants de Jewish Voice for Peace devant la statue de la Liberté sur Liberty Island à New York, le 6 novembre 2023. © Photo Dave Sanders / The New York Times via REA

« *Biden est le Neville Chamberlain de Nétanyahou* », assène l'écrivaine et activiste Sarah Schulman, professeure à la City University of New York (Cuni) et membre de Jewish Voice for Peace. Une allusion féroce au premier ministre britannique (1937-1940) qui crut pouvoir négocier avec Hitler. « *Il s'illusionne sur son propre pouvoir et ne saisit pas la logique des esprits criminels qui conduisent ce génocide*, dit-elle à Mediapart. *C'est Israël qui dirige Biden. Pas le contraire.* »

Selon le journaliste de The Intercept Jeremy Scahill, l'attitude de l'administration depuis des mois s'apparente en tout cas à un storytelling hypocrite. « *Ce récit instillé par l'administration d'un Biden qui perd patience face à Nétanyahou [...] trahit une cynique absence de morale* », écrit-il.

Primaires républicaines : DeSantis sort de la course avant l'étape du New Hampshire

Un petit caucus, une grosse défaite et puis s'en va... Dimanche, deux jours avant les primaires du Parti républicain dans l'État du New Hampshire, Ron DeSantis a annoncé se retirer de la course et soutenir désormais l'ancien président Donald Trump. À 45 ans, le gouverneur de Floride avait été largement distancé par ce dernier lors des caucus de l'Iowa, première étape pour la désignation du futur candidat de la présidentielle de cette année pour le Grand Old Party. « *Il est clair selon moi que la majorité des électeurs républicains de la primaire veulent donner une autre chance à Donald Trump* », a déclaré Ron DeSantis dans une vidéo diffusée sur le réseau social X.

Mardi 23 janvier, Donald Trump affrontera Nikki Haley, ambassadrice à l'ONU en 2017 sous sa présidence, lors de la primaire républicaine dans le New Hampshire.

L'État ne représente que 22 délégué·es, sur un total de 1 215 qui désigneront officiellement le candidat républicain en juillet à Milwaukee. Mais par rapport à des États plus conservateurs, le New Hampshire donne une meilleure indication d'un possible succès au niveau national, et donne le ton pour les scrutins à venir, notamment le « Super Tuesday », prévu le 5 mars. 874 fauteuils de délégué·es y seront en jeu et peuvent permettre à un·e candidat·e d'obtenir les trois quarts des sièges requis pour décrocher l'investiture.

De fait, la réalité de la guerre israélienne à Gaza est implacable : comme l'ont rappelé les avocats de l'Afrique du Sud qui poursuivent Israël pour « génocide » devant la Cour internationale de justice des Nations unies, 1 % des Gazaoui-es sont mort·es dans les frappes israéliennes. Dont 70 % de femmes et d'enfants, selon les agences onusiennes.

Un massacre dont l'ampleur est rendue possible par les bombes et les équipements états-uniens, au point que l'Afrique du Sud a notifié au président américain son intention de lancer des procédures contre les États-Unis pour « *complicité* » des crimes israéliens à Gaza. Soixante-dix-sept groupes et ONG ont aussi lancé une plainte devant la justice américaine contre son administration pour « *violation du devoir de prévention de génocide* » et « *complicité de génocide* ».

| Une grande majorité de l'armement [utilisé à Gaza] est américain.

Josh Paul

Plusieurs médias ont levé un pan du voile sur l'ampleur et la nature des livraisons, qui n'est pas publique. Selon le *Washington Post*, qui s'appuie sur des chiffres confidentiels du Congrès, Israël a « *lâché sur Gaza, dans le premier mois et demi de la guerre, plus de 22 000 bombes guidées et non guidées fournies par Washington* ».

Au même moment, d'après le *Wall Street Journal*, les États-Unis ont livré des quantités impressionnantes de munitions, 57 000 obus d'artillerie et 15 000 bombes, parmi lesquelles au moins 5 000 « *dumb bombs* » : ces « *bombes idiotes* » de 900 kilos, qui peuvent raser

des quartiers entiers, ont été évoquées avec insistance par les avocat·es sud-africain·es lors de l'audience devant la CIJ.

Ces bombes, Josh Paul, le haut fonctionnaire démissionnaire du département d'État, assure qu'Israël « *ne les produit pas* ». « *À quelques exceptions près, une grande majorité de l'armement* » utilisé à Gaza « *est américain* », affirme-t-il à Mediapart.

« *Nous fournissons à Israël une assistance sécuritaire à la vitesse de la guerre* », a justifié le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, devant le Sénat, trois semaines après les attaques du Hamas. Comme le souligne le média Vox, Lloyd Austin est un ancien administrateur de Raytheon, un sous-traitant militaire qui coproduit avec une entreprise locale des éléments du « Dôme de fer », le vaste système technologique anti-roquettes israélien.

Le même média rappelle les états de service du secrétaire d'État, Antony Blinken, diplomate en chef de Joe Biden : cofondateur de WestExec Advisors, une société de fournitures militaires qui a travaillé avec des sociétés israéliennes, il a conseillé le géant de l'aéronautique Boeing, qui a livré en urgence à Israël un millier de bombes et des kits de guidage de bombes.

Biden, le sénateur le plus financé par les organisations pro-Israël

Le soutien de Joe Biden à Israël s'inscrit dans une longue histoire. Celle du lien indéfectible entre les deux pays depuis la création de l'État d'Israël en 1948, et plus particulièrement depuis les guerres israélo-arabes. Un soutien qui s'est très concrètement traduit, selon le Congrès, par le versement au fil des décennies de 158 milliards de dollars d'assistance bilatérale, en grande partie militaire, destinés à la « *sécurité* » d'Israël, qui reçoit désormais chaque année 3,8 milliards de dollars d'assistance militaire.

Dans un article traduit en français, la BBC a résumé les raisons de cet alignement : la mémoire de la Shoah dans un pays qui comptait au sortir de la Seconde Guerre mondiale « *la plus grande population juive au monde* » ; le soutien américain à la guerre contre le « *terrorisme* » après le 11-Septembre ; la certitude qu'Israël est un point d'appui stratégique au Moyen-Orient, d'autant plus aujourd'hui face à l'Iran, allié historique et soutien du Hamas.

Pour toutes ces raisons, la classe politique américaine partage largement la ligne d'un soutien inconditionnel à Israël. De nombreux médias états-uniens ont pourtant insisté sur le soutien très personnel de Joe Biden, élu sénateur en 1972, à Israël pendant sa très longue carrière.

Biden, qui s'est toujours présenté comme « *sioniste* » et plaide depuis longtemps pour une solution à deux États, se plaît à raconter, notamment devant les représentants des organisations juives américaines, une conversation avec l'ancienne première ministre

israélienne Golda Meir (1969-1974). « *Notre arme secrète, lui aurait-elle dit, c'est que nous ne pouvons aller nulle part ailleurs.* »

Depuis, affirme Jeremy Scahill dans une [vidéo](#) publiée par The Intercept en 2021, « *Joe Biden a fait de la défense et de la promotion d'Israël une composante centrale de ses vues et positions en matière de politique étrangère [...]. Il a un long bilan de défenseur de certaines des pires atrocités d'Israël* » : la guerre israélienne au Liban en 1982, les assassinats ciblés, le bombardement de Gaza en 2006, etc.

Beaucoup de partisans du cessez-le-feu redécouvrent ces dernières semaines une [phrase de Joe Biden prononcée en 1986](#) : « *S'il n'y avait pas d'Israël, il faudrait en inventer un pour s'assurer que nos intérêts sont préservés.* »

Biden, explique Scahill, a souvent critiqué la colonisation israélienne en Cisjordanie, mais ses positions n'ont « *jamais été soutenues par des actions* », y compris quand il fut vice-président des États-Unis (2009-2017).

Pas étonnant, donc, que, selon l'agence Reuters, Biden soit le sénateur états-unien qui, dans sa longue carrière, a été [le plus financé par les organisations pro-Israël](#). Et si les riches donateurs pro-Israël abondent massivement le parti républicain, certains donateurs du parti démocrate sont aussi de fervents défenseurs de l'État hébreu, opposés à toute critique de ses actions. Parmi eux, [comme le relève le site états-unien Sludge](#), Seth Klarman, le patron du fonds The Baupost Group, cofondateur du journal *Times of Israel*.

Un « Vietnam » politique ?

Adam Shatz, écrivain et éditeur pour les États-Unis de la *London Review of Books*, qui a publié [un texte remarqué](#) après le 7 octobre, assure pour autant que « *l'influence de la classe des donateurs – en l'occurrence les démocrates pro-israéliens* » n'est « *pas la raison centrale de la position de Biden* ».

« *Pourquoi Biden ne semble-t-il pas disposé à confronter Israël à propos de sa guerre meurtrière ou de l'enracinement d'un système d'apartheid sur tout le territoire, du fleuve à la mer ? Je soupçonne, dit-il à Mediapart, qu'il reste un sioniste sentimental dans ses sympathies, qu'il considère véritablement Israël comme une "démocratie juive". Même si ce n'est qu'une démocratie pour les juifs – de moins en moins, d'ailleurs – et un État juif pour ses citoyens palestiniens, selon les mots d'Ahmed Tibi, membre palestinien de la Knesset.* »

« *Biden, ajoute-t-il, a récemment dit quelque chose à propos d'Israël qui devrait inquiéter : il a déclaré que sans Israël, aucun juif ne serait en sécurité dans le monde. Cela signifie-t-il que c'est uniquement grâce à Israël que les juifs américains jouissent de la sécurité ? C'est exactement ce que les Israéliens voudraient faire croire. J'espère que lui ne le croit pas.* »

Pour Shatz, l'entêtement américain s'explique aussi par l'attachement de l'administration au « rêve », selon lui « chimérique », d'une « solution à deux États ». « Biden, dit-il, espère évidemment qu'une fois le Hamas écrasé, l'Autorité palestinienne pourra être étendue à Gaza, s'il reste quelque chose du territoire. » Un « espoir déplacé », selon l'essayiste. « Les Israéliens ne veulent pas de l'Autorité palestinienne et semblent déterminés à procéder à la relocalisation ou la réduction de la population gazaouie, désormais confrontée à la famine. »

L'intransigeance de Biden est une tache sur son palmarès dont il ne se remettra jamais.

Adam Shatz, éditeur aux États-Unis de la London Review of Books

« Nous continuons à parler de solution à deux États comme si c'était réaliste, alors que l'expansion des colonies continue, abonde Josh Paul, le lanceur d'alerte du département d'État. Mais au vu de la situation en Cisjordanie, je ne vois pas comment cela pourrait se produire. C'est une vision datée du monde. »

Alors que la gauche du parti démocrate qui exige un cessez-le-feu reste marginalisée, combattue financièrement par la puissante organisation pro-israélienne Aipac, voire censurée comme l'a été Rashida Tlaib, la seule élue d'origine palestinienne au Congrès, l'imminence de l'élection américaine, le 5 novembre prochain, fait craindre le pire. Joe Biden pourrait-il perdre en masse, à cause de Gaza, des soutiens dans sa coalition électorale, notamment parmi les plus jeunes ? Au point d'être défait par Donald Trump, qu'il a battu en 2020 par 7 millions de voix ?

« Oui, je pense que Biden pourrait perdre les prochaines élections, en partie parce qu'il a fait de la guerre d'Israël contre Gaza sa propre guerre : celle de l'Amérique, affirme Adam Shatz. Il est probable qu'un bon nombre de jeunes progressistes ne voteront pas par dégoût pour sa politique sur Israël-Palestine. L'intransigeance de Biden est une tache sur son palmarès dont il ne se remettra jamais. »

« Gaza, estime-t-il, pourrait s'avérer pour Biden ce que le Vietnam était pour Lyndon Johnson, qui a présidé à de grandes réalisations en matière de droits civiques uniquement pour détruire sa présidence dans sa croisade contre le communisme en Asie du Sud-Est. »

« Bien sûr que Biden peut perdre à cause de Gaza, soutient Sarah Schulman. Non pas parce que ceux qui désertent le parti démocrate vont nécessairement voter pour Trump. Mais parce qu'ils pourraient ne pas voter du tout. Comment un Arabe américain pourrait voter pour Biden ? » Dans le Michigan, un État clé du Midwest, mais aussi en Pennsylvanie ou dans l'Ohio, autres États décisifs dans l'élection, ils représentent une partie notable de l'électorat. Certains ont mobilisé pour les démocrates dans le passé. Avec eux, c'est toute une génération plus jeune ou plus à gauche qui rejette désormais l'actuel président.

Biden, plus jamais

Ces électeurs et électrices qui lâchent le président, Ghada Elnajjar, 49 ans, en fait partie. Directrice des opérations dans une société financière d'Atlanta (Georgie), elle avait fait campagne en 2020 pour Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris.

On ne l'y reprendra pas : « *Biden, dit-elle à Mediapart, est complice du génocide. Il ne doit jamais être réélu. Nous nous sommes sentis trahis.* »

Ghada Elnajjar est la fille de réfugiés palestiniens. À Gaza, elle a de la famille partout. Chaque jour, elle s'impose un décompte macabre. « *J'ai perdu au moins 68 membres de ma famille étendue* », dit-elle. « *Ma tante et son mari, leurs fils, leurs filles et leurs proches ont tous perdu leur maison dans le nord de Gaza, raconte-t-elle. Ils s'abritent désormais dans le centre et le sud. Tous souffrent du manque de nourriture et d'eau potable, de l'absence d'électricité et de moyens de communication. Leur vie est devenue insupportable. Chaque jour, nous prions pour leur sécurité, en espérant que la prochaine bombe ne sera pas pour eux.* »

Il y a dix jours, deux de ses jeunes cousins, Tariq et Muhammed Meshal, ont été tués dans leur maison à Deir El-Balah, au centre de Gaza. « *Muhammed, dit-elle, rêvait d'avoir un studio et de montrer ses œuvres dans une galerie.* »

En 2020, à la fin des années Trump, Ghada Elnajjar était enthousiaste pour appeler au vote pour Biden. « *Nous avons créé un groupe de militants de tout le pays. C'est devenu un mouvement de terrain, Arab Americans for Biden [Les Arabes américains pour Biden - ndlr].* » Le groupe est alors associé à la campagne, qui promet de « *promouvoir la démocratie et les droits humains dans le monde entier* », d'intégrer des membres de la communauté arabe américaine dans l'administration et de s'opposer à l'extension des colonies israéliennes.

Depuis la guerre à Gaza, le groupe a changé de nom. Renommé « Arab Americans 4Ward », le groupe mobilise désormais pour le cessez-le-feu, la solidarité humanitaire avec Gaza, et pour soutenir des candidat-es qui partagent ces objectifs.

Ghada Elnajjar ne sait pas encore pour qui elle votera en novembre. Face au probable remake Biden-Trump, un duel qui désespère d'avance de nombreux Américain·es, elle espère l'irruption d'un·e autre candidat·e démocrate, ou d'un·e indépendant·e. Au fond d'elle, elle en est persuadée : « *Biden perdra pour avoir décrit les victimes civiles de la guerre à Gaza comme un simple prix à payer.* »